

Pourquoi les élus du personnel ont décidé de boycotter les CAPL B et C d'affectations locales du 3 novembre 2015 à la DRFIP 44

Nous avons décidé de boycotter la première convocation de ces CAP locales en raison du contexte particulièrement préoccupant pour la DGFIP et ses agents.

Nous ne siégerons donc pas à la première réunion car nous nous inscrivons totalement dans le cadre de l'arrêt du dialogue social décidé par nos organisations syndicales au plan national.

En effet, le dialogue social à la DGFIP n'est plus qu'une parodie !

Nous ne sommes pas les partenaires d'une Direction Générale engagée aujourd'hui dans un processus de démantèlement des services et de mise à mal des garanties des agents.

Nous dénonçons :

→ Un mouvement inédit de restructurations au sein de l'État et en particulier de la DGFIP, illustré notamment par la mise en œuvre de la démarche stratégique, la réforme territoriale et la revue des missions ou encore, plus largement, par les mutations que connaissent les missions.

La loi de finances pour 2016 qui prévoit, une fois de plus, une vague de suppressions d'emplois (2130) et une baisse du budget de la DGFIP, alors que celle-ci est essentielle à la société et que tout justifierait un renforcement de ses moyens humains et budgétaires.

→ La campagne actuelle menée par la DGFIP, avec notamment la réduction des horaires d'ouverture au public actée et la plaquette « Aviez-vous vraiment besoin de vous déplacer ? »

→ Une remise en cause des droits et garanties des agents : celle-ci est d'ores et déjà impulsée par la volonté de la direction générale de changer certaines règles de gestion :

- volonté d'imposer un délai de séjour « métier »,
- remise en cause des RAN existantes et des règles d'affectation les plus fines possibles,

→ Une évolution globale des missions, du management et du climat interne.

Rarement, voire jamais le fossé n'aura été aussi grand entre l'évolution des missions et celui des moyens.

Rarement, voire jamais le malaise n'aura été aussi important dans les services et entre les agents de toutes catégories.

Rarement, voire jamais les conditions de vie au travail et l'exercice des missions n'auront été à ce point dégradés.

Nous exigeons :

→ l'amélioration de la situation des milliers d'agents de la DGFIP en termes de recrutements, d'affectations, de conditions d'exercice des missions, de reconnaissance des qualifications.

→ une véritable transparence, au plan national et local sur les restructurations actées.

C'est pourquoi, les élus en CAPL B et C ont décidé, en signe de protestation, de boycotter ces CAP locales du 3 Novembre mais, dans l'intérêt des agents, participeront aux CAPL en deuxième convocation.